Pourvoi n° : X 23-12.624
Demandeur : la société Immo Zen
Défendeur : la société Immonest
Requête n° : 468/23
Ordonnance n° : 90463 du 2 mai 2024

ORDONNANCE

ENTRE :

la société Immonest, ayant la SARL Cabinet Munier-Apaire pour avocat à la Cour de cassation,

ET :

la société Immo Zen, ayant la SARL Thouvenin, Coudray et Grévy pour avocat à la Cour de cassation, Elisabeth Lapasset, conseiller délégué par le premier président de la Cour de cassation, assistée de Vénusia Ismail, greffier lors des débats du 28 mars 2024, a rendu l'ordonnance suivante :

Vu la requête du 19 mai 2023 par laquelle la société Immonest demande, par application de l'article 1009-1 du code de procédure civile, la radiation du pourvoi numéro X 23-12.624 formé le 21 février 2023 par la société Immo Zen à l'encontre de l'arrêt rendu le 24 novembre 2022 par la cour d'appel de Versailles ;

Vu les observations développées au soutien de la requête ;

Vu les observations développées en défense à la requête ;

Vu l'avis de Blandine Mallet-Bricout, avocat général, recueilli lors des débats ;

La société SI Immo Zen ne justifie pas être dans l'impossibilité d'exécuter les causes de l'arrêt et ne rapporte pas la preuve de conséquences manifestement excessives qu'engendrerait l'exécution de cet arrêt.

Dès lors, la requête doit être accueillie.

EN CONSÉQUENCE :

L'affaire enrôlée sous le numéro X 23-12.624 est radiée.

En application de l'article 1009-3 du code de procédure civile, sauf constat de la péremption, l'affaire pourra être

réinscrite au rôle de la Cour de cassation sur justification de l'exécution de la décision attaquée.

Fait à Paris, le 2 mai 2024

Le greffier,
Le conseiller délégué,

Vénusia Ismail
Elisabeth Lapasset